

Art. 5. Le prix d'émission du bon d'Etat à 5 ans — 4 juin 2003-2008 est fixé au pair de la valeur nominale.

Le prix d'émission du bon d'Etat à 8 ans — 4 juin 2003-2011 est fixé au pair de la valeur nominale.

Art. 6. Le présent arrêté produit ses effets le 22 mai 2003.

Bruxelles, le 22 mai 2003.

D. REYNDERS

**SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE,
SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE
ET ENVIRONNEMENT**

F. 2003 — 2134

[C — 2003/22522]

4 AVRIL 2003. — Arrêté royal portant exécution de l'article 37*quater* de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, pour les dispensateurs de soins visés à l'article 34, alinéa 1^{er}, 11^e et 12^e, de la même loi

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, notamment l'article 37*quater*, inséré par la loi du 30 décembre 2001, et modifié par la loi du 22 août 2002;

Vu l'avis émis le 27 janvier 2003 par le Comité de l'assurance soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 20 février 2003;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 13 mars 2003;

Vu l'urgence, motivée par le fait que les dispositions contenues dans le présent arrêté doivent être prises aussitôt que possible afin de mettre en œuvre rapidement les mesures visées par l'article 37*quater* de la loi coordonnée le 14 juillet 1994 précitée, insérée par la loi du 30 décembre 2001 et modifiée par la loi du 22 août 2002, mesures susceptibles d'avoir un impact sur le respect de l'objectif budgétaire de l'assurance soins de santé pour l'année 2003;

Vu l'avis n° 35.120/1 du Conseil d'Etat rendu le 25 mars 2003, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^e, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et des Pensions et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le présent arrêté entend par :

1^e « Service » : le Service des soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité;

2^e « collège national » : le Collège national des médecins-conseils visé à l'article 153, alinéa 4, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, inséré par la loi du 22 août 2002, et dont les missions et le fonctionnement sont déterminés par les articles 120 et 122 de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994;

3^e « collège local » : l'un des collèges locaux visés à l'article 153, alinéa 4, de la loi coordonnée le 14 juillet 1994 précitée, inséré par la loi du 22 août 2002, et dont la composition, le fonctionnement et les missions sont déterminés par l'article 122 de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 précitée;

Art. 5. De uitgifteprijs van de Staatsbon op 5 jaar - 4 juni 2003-2008 is vastgesteld op het pari van de nominale waarde.

De uitgifteprijs van de Staatsbon op 8 jaar — 4 juni 2003-2011 — is vastgesteld op het pari van de nominale waarde.

Art. 6. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 22 mei 2003.

Brussel, 22 mei 2003.

D. REYNDERS

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID,
VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN
EN LEEFMILIEU**

N. 2003 — 2134

[C — 2003/22522]

4 APRIL 2003. — Koninklijk besluit tot uitvoering van artikel 37*quater* van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, voor de zorgverleners bedoeld in artikel 34, eerste lid, 11^e en 12^e, van dezelfde wet

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, inzonderheid op artikel 37*quater*, ingevoegd bij de wet van 30 december 2001, en gewijzigd bij de wet van 22 augustus 2002;

Gelet op het advies, uitgebracht door het Comité van de verzekering voor geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering op 27 januari 2003;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 20 februari 2003;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting van 13 maart 2003;

Gelet op het verzoek om spoedbehandeling, gemotiveerd door de omstandigheid dat de in dit besluit opgenomen bepalingen zo vlug mogelijk moeten worden genomen teneinde een spoedige toepassing mogelijk te maken van artikel 37*quater*, van de voornoemde gecoördineerde wet van 14 juli 1994, ingevoegd bij de wet van 30 december 2001 en gewijzigd door de wet van 22 augustus 2002, maatregelen geschikt om een invloed te hebben op de naleving van de begrotingsdoelstelling van de verzekering voor geneeskundige verzorging voor het jaar 2003;

Gelet op het advies nr. 35.120/1 van de Raad van State, gegeven op 25 maart 2003, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2^e, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en Pensioenen en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Dit besluit verstaat onder :

1^e « Dienst » : de Dienst voor geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor Ziekte- en Invaliditeitsverzekering;

2^e « nationaal college » : het Nationaal college van adviseerend geneesheren, bedoeld in artikel 153, 4e lid, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, ingevoegd bij de wet van 22 augustus 2002, en waarvan de taken en de werking zijn vastgesteld in de artikelen 120 en 122 van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994;

3^e « lokaal college » : een van de lokale colleges, bedoeld in artikel 153, 4e lid, van de vorenbedoelde gecoördineerde wet van 14 juli 1994, ingevoegd bij de wet van 22 augustus 2002, en waarvan de samenstelling, de werking en de taken zijn vastgesteld in artikel 122 van het vorenbedoelde koninklijk besluit van 3 juli 1996;

4° « institution » : l'une des institutions visée à l'article 34, alinéa 1^{er}, 11^e et 12^e de la loi coordonnée le 14 juillet 1994 précitée ou une institution, constituant une seule entité, composée d'une section agréée comme maison de repos et de soins et d'une section agréée comme maison de repos pour personnes âgées; si cette entité comporte également un centre de soins de jour, ce dernier n'est pas pris en considération;

5° « échelle » : l'échelle d'évaluation visée à l'article 152, §§ 2 et 3 de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 précité;

6° « catégorie de dépendance » : l'une des catégories de dépendance visées à l'article 148 ou à l'article 150 de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 précité;

7° « Kappa₁ » et « Kappa₂ » : le résultat des formules figurant à l'article 5;

8° « intervention » : l'intervention visée à l'article 37, § 12, de la loi coordonnée le 14 juillet 1994 précitée;

9° « arrêté ministériel du 19 mai 1992 » : l'arrêté ministériel du 19 mai 1992 fixant l'intervention visée à l'article 37, § 12, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, dans les maisons de repos et de soins;

10° « arrêté ministériel du 5 avril 1995 » : l'arrêté ministériel du 5 avril 1995 fixant l'intervention visée à l'article 37, § 12, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, pour les prestations visées à l'article 34, 12^e, de la même loi.

Art. 2. Chaque mois, le Service peut faire une sélection aléatoire de 10 % des institutions. Ces institutions en sont informées dans le courant de ce mois. Un certain nombre d'entre elles sont ensuite choisies au hasard, compte tenu de leur répartition géographique et du nombre de lits pour lesquels elles sont agréées. Dans ces institutions, le collège national ou un collège local fixe, le mois suivant, la catégorie de dépendance des bénéficiaires, après les avoir averties de la date de sa visite par lettre recommandée.

La disposition qui précède ne porte pas préjudice à la faculté que conserve le collège national d'effectuer des contrôles sans préavis dans les institutions de son choix, en exécution de ses missions définies à l'article 120 de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 précité. Pour autant que la procédure prescrite aux articles 3 à 6 soit respectée, ces contrôles peuvent donner lieu aux mêmes mesures que celles visées aux articles 7 et 8.

Art. 3. Dans une institution comptant au total 50 bénéficiaires ou moins, tous les bénéficiaires sont examinés. Dans une institution comptant plus de 50 bénéficiaires, au moins 20 % des bénéficiaires sont examinés avec un minimum de 50; ces bénéficiaires sont choisis au hasard par le collège national ou par le collège local, au moyen d'une liste fournie par l'institution et dans laquelle tous les bénéficiaires sont classés par ordre alphabétique, sans indication de leur catégorie de dépendance ou de leur organisme assureur.

Art. 4. Les décisions, prises dans une institution par une section du collège national ou par un collège local, en exécution de l'article 122 de l'arrêté royal susvisé du 3 juillet 1996, sont communiquées au Service.

Par la même occasion, la catégorie de dépendance, dans laquelle était classé le bénéficiaire avant le contrôle sur la base de l'échelle d'évaluation introduite en exécution de l'article 152, § 3, et de l'article 153, § 2, de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 susvisé, est communiquée au Service. Il s'agit de la catégorie en vigueur à la date de l'envoi recommandé dans lequel la date de la visite était communiquée.

4° « instelling » : een van de instellingen, bedoeld in artikel 34, 1e lid, 11^e en 12^e, van de vorenbedoelde gecoördineerde wet van 14 juli 1994, of een instelling die een enkele entiteit vormt, samengesteld uit een erkende afdeling zoals een rust- en verzorgingstehuis en een erkende afdeling zoals een rustoord voor bejaarden; als die entiteit eveneens een centrum voor dagverzorging omvat, wordt dat centrum niet in overweging genomen;

5° « schaal » : de evaluatieschaal zoals bedoeld in artikel 152, §§ 2 en 3, van het vorenbedoelde koninklijk besluit van 3 juli 1996;

6° « afhankelijkheidscategorie » : een van de afhankelijkheidscategorieën zoals bedoeld in artikel 148 of in artikel 150 van het vorenbedoelde koninklijk besluit van 3 juli 1996;

7° « Kappa₁ » en « Kappa₂ » : het resultaat van de formules in artikel 5;

8° « tegemoetkoming » : de tegemoetkoming zoals bedoeld in artikel 37, § 12, van de vorenbedoelde gecoördineerde wet van 14 juli 1994;

9° « ministerieel besluit van 19 mei 1992 » : het ministerieel besluit van 19 mei 1992 tot vaststelling van de tegemoetkoming, bedoeld in artikel 37, § 12, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, in de rust- en verzorgingstehuizen;

10° « ministerieel besluit van 5 april 1995 » : het ministerieel besluit van 5 april 1995 tot vaststelling van de tegemoetkoming bedoeld in artikel 37, § 12, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, voor de in artikel 34, 12^e, van dezelfde wet bedoelde verstrekkingen.

Art. 2. De dienst kan elke maand een willekeurige selectie maken van 10 % van de instellingen. In de loop van die maand worden deze inrichtingen hiervan in kennis gesteld. Een aantal ervan worden willekeurig gekozen; daarbij wordt rekening gehouden met de geografische spreiding en het aantal bedden waarvoor deze inrichtingen zijn erkend. In deze inrichtingen stelt, in de maand die daarop volgt, het nationaal college of een lokaal college de afhankelijkheidscategorie van de rechthebbenden vast; zij worden daarvan verwittigd via een aangestekend brief.

De voorgaande bepaling doet geen afbreuk aan de bevoegdheid van het nationaal college om in de door hem geselecteerde instellingen zonder voorafgaande aankondiging controles te verrichten ter uitvoering van zijn taken die zijn vastgelegd in artikel 120 van het vorenbedoelde koninklijk besluit van 3 juli 1996. Voor zover de procedure die wordt voorgeschreven in de artikelen 3 tot 6 nageleefd wordt, kunnen die controles uitmonden in dezelfde maatregelen als die bedoeld in de artikelen 7 en 8.

Art. 3. In een instelling met in totaal 50 of minder rechthebbenden, worden alle rechthebbenden onderzocht. In een instelling met meer dan 50 rechthebbenden, worden minstens 20 % van alle rechthebbenden onderzocht met een minimum van 50; deze rechthebbenden worden willekeurig gekozen door het lokaal college of door het nationaal college. Dit gebeurt aan de hand van een lijst die ter beschikking wordt gesteld door de inrichting en waarop alle rechthebbenden vermeld staan in alfabetische volgorde, zonder vermelding van de afhankelijkheidscategorie en van het ziekenfonds van de rechthebbende.

Art. 4. De beslissingen, genomen in een instelling door een sectie van het nationaal college of door een lokaal college, in uitvoering van artikel 122 van het vooroemd koninklijk besluit van 3 juli 1996, worden meegedeeld aan de Dienst.

Tegelijkertijd wordt de afhankelijkheidscategorie waarin de rechthebbende was gerangschikt vóór het onderzoek, op basis van de evaluatieschaal ingediend in uitvoering van artikel 152, § 3, en 153, § 2 van het genoemd besluit van 3 juli 1996, meegedeeld aan de Dienst; het gaat om de categorie op de datum van het aangestekend schrijven waarin de datum van het bezoek wordt aangekondigd.

Art. 5. Le Service compare les catégories de dépendance des bénéficiaires examinés, avant et après le contrôle, à l'aide du tableau suivant :

Art. 5. De Dienst vergelijkt de afhankelijkheidscategorieën van de onderzochte rechthebbenden vóór en na het onderzoek aan de hand van het volgende schema :

Catégorie avant contrôle Catégorie vóór onderzoek Li	Catégorie après contrôle : Ci Categorie na onderzoek : Ci					
	O	A	B	C	Cd	Total Totaal
O	L _i C _I (OO)	OA	OB	OC	OCd	L _i
A	AO	L _i C _I (AA)	AB	AC	ACd	L _i
B	BO	BA	L _i C _I (BB)	BC	BCd	L _i
C	CO	CA	CB	L _i C _I (CC)	CCd	L _i
Cd	CdO	CdA	CdB	CdC	L _i C _I (CdCd)	L _i
Total Totaal	C _i	C _i	C _i	C _i	C _i	N

Li = total ligne L_i

Ci = total colonne C_i

LiCi = accord dans la catégorie

N = total observation

Le taux de concordance (Kappa₁ et Kappa₂) entre les deux évaluations est mesuré sur base des formules suivantes :

Kappa₁ = (Po - Pe)/(1 - Pe); coefficient de concordance

Où :

Po = (\sum LiCi)/N; correspondance observée dans la population

Pe = (\sum Li x Ci)/N²; correspondance attendue dans la population

Le calcul du Kappa₂ se réalise en affectant les coefficients de pondération suivants au tableau de contingence :

Li = totaal lijn L_i

Ci = totaal kolom C_i

LiCi = akkoord in de categorie

N = totaal observaties

Het concordantiepercentage (Kappa₁ en Kappa₂) tussen de twee evaluaties wordt gemeten aan de hand van de volgende formules :

Kappa₁ = (Po - Pe)/(1 - Pe) Concordantiecoëfficiënt

Waarbij :

Po = (\sum LiCi)/N geobserveerde overeenkomst in de populatie

Pe = (\sum Li x Ci)/N² verwachte overeenkomst in de populatie

De berekening van Kappa₂ gebeurt door de volgende wegingcoëfficiënten toe te wijzen aan de contingentietabel :

Catégorie avant contrôle Catégorie vóór onderzoek	Catégorie après contrôle Categorie na onderzoek					
	0	A	B	C	Cd	Total _ω Totaal _ω
0	LiCi(OO)	0,94 OA	1,25 OB	1,56 OC	2 OCd	Li _ω
A	0,94 AO	LiCi(AA)	0,94 AB	1,25 AC	1,56 ACd	Li _ω
B	1,25 BO	0,94 BA	LiCi(BB)	0,94 BC	1,25 BCd	Li _ω
C	1,56 CO	1,25 CA	0,94 CB	LiCi(CC)	0,94 CCd	Li _ω
Cd	2 CdO	1,56 CdA	1,25 CdB	0,94 CdC	LiCi(CdCd)	Li _ω
Total _ω Totaal _ω	Ci _ω	Ci _ω	Ci _ω	Ci _ω	Ci _ω	N _ω

Kappa₂ = (Po_ω-Pe_ω)/(1-Pe_ω) (coefficient de concordance pondéré)

Où :

Po_ω = \sum (Li_ωCi_ω/N_ω) (correspondance observée pondérée dans la population)

Pe_ω = \sum (Li_ωxCi_ω/N²_ω) (correspondance attendue pondérée dans la population)

Kappa₂ = (Po_ω-Pe_ω)/(1-Pe_ω) (gewogen concordantie-coëfficiënt)

Waarbij :

Po_ω = \sum (Li_ωCi_ω)/N_ω (gewogen geobserveerde overeenkomst in de populatie)

Pe_ω = \sum (Li_ωxCi_ω)/N²_ω (gewogen verwachte overeenkomst in de populatie)

Si le résultat de Kappa₁ est inférieur à 0,6 mais supérieur ou égal à 0,4, Kappa₂ est également calculé. Si :

a) Kappa₂ est supérieur ou égal à 0,6, ces résultats sont transmis à l'institution et cet avis équivaut à un avertissement. Si, à l'occasion d'un nouveau contrôle non annoncé des bénéficiaires, ayant lieu dans un délai d'un an après le premier contrôle, il s'avère que le résultat de Kappa₁ est inférieur à 0,6, l'instrument d'évaluation est appliqué à mauvais escient de façon significative dans cette institution;

b) Kappa₂ est inférieur à 0,6, l'instrument d'évaluation est appliqué à mauvais escient de façon significative dans cette institution.

Si le résultat de Kappa₁ est inférieur à 0,4, l'instrument d'évaluation est appliqué à mauvais escient de façon significative dans cette institution.

Art. 6. Le tableau visé à l'article 5 ainsi que les résultats de Kappa₁ et de Kappa₂ sont transmis par le Service à l'institution. Si l'institution n'approuve pas ces résultats, elle dispose d'un délai de 15 jours calendrier pour communiquer ses arguments, au moyen d'une lettre recommandée adressée au Secrétariat du Collège national, à l'intention de l'instance qui a pris les décisions visées à l'article 4. Cette instance peut revoir certaines de ses décisions, éventuellement après un nouveau contrôle dans l'institution. Le résultat de ce nouveau contrôle est communiqué au Service. En cas de modification, les dispositions de l'article 5 sont à nouveau appliquées.

Art. 7. S'il s'agit d'une institution qui, après une éventuelle adaptation, telle que visée à l'article 6, applique à mauvais escient de façon significative l'instrument d'évaluation, en application de l'article 5, le Service calcule l'incidence financière de la discordance. Il s'agit de la différence entre l'intervention qui correspond à la catégorie de dépendance avant le contrôle (F1) et le montant de l'intervention qui correspond à la catégorie de dépendance après le contrôle (F2). Le total de cette incidence financière est calculé pour tous les bénéficiaires examinés.

a) si F1 est inférieur à F2, les interventions dues à l'institution après le contrôle sont diminuées de 5 % pendant une période de 6 mois s'il apparaît que cette institution ne disposait pas, le jour des décisions prises par le collège national ou le collège local, de personnel en nombre suffisant pour répondre aux normes prévues par les arrêtés ministériels du 19 mai 1992 ou du 5 avril 1995, suite aux décisions prises par le collège national ou le collège local;

b) si F1 est supérieur à F2 d'un pourcentage qui n'excède pas 5 %, les interventions dues à l'institution après le contrôle sont diminuées de ce pourcentage multiplié par 1,01, pendant une période de 6 mois;

c) si F1 est supérieur à F2 d'un pourcentage qui excède 5 %, les interventions dues à l'institution après le contrôle sont diminuées de ce pourcentage, multiplié par 1,5, pendant une période de 6 mois.

Art. 8. Le service notifie le pourcentage de la diminution éventuelle des interventions aux organismes assureurs et à l'institution. Cette diminution des interventions vaut pour tous les bénéficiaires séjournant dans l'institution. Elle prend cours le premier jour du trimestre civil qui suit la notification et est valable pendant une période de 6 mois.

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*.

Art. 10. Notre Ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Als het resultaat van Kappa₁ kleiner is dan 0,6 maar groter of gelijk aan 0,4 wordt eveneens Kappa₂ berekend. Indien :

a) Kappa₂ groter of gelijk is aan 0,6 worden deze resultaten overgemaakt aan de instelling en geldt dit als een verwittiging. Indien naar aanleiding van een nieuw onaangekondigd onderzoek van de rechthebbenden binnen één jaar terug blijkt dat het resultaat van Kappa₁ kleiner is dan 0,6 wordt in deze instelling het evaluatie-instrument op significante wijze verkeerd toegepast;

b) Kappa₂ kleiner is dan 0,6 wordt in deze instelling het evaluatie-instrument op significante wijze verkeerd toegepast.

Als het resultaat van Kappa₁ kleiner is dan 0,4 wordt in deze instelling het evaluatie-instrument op significante wijze verkeerd toegepast.

Art. 6. Het in artikel 5 bedoelde schema evenals de resultaten van Kappa₁ en Kappa₂ worden door de Dienst overgemaakt aan de instelling. Indien de instelling niet akkoord kan gaan met deze resultaten beschikt het over een termijn van 15 kalenderdagen om via een aangetekend schrijven aan het secretariaat van het nationaal college zijn argumenten mee te delen ter attentie van de instantie die de in artikel 4 bedoelde beslissingen heeft genomen. Deze instantie kan zijn beslissingen herzien, eventueel na een nieuw onderzoek in de instelling. Het resultaat daarvan wordt overgemaakt aan de Dienst. In geval van aanpassing worden de bepalingen van artikel 5 opnieuw toegepast.

Art. 7. In geval het gaat om een instelling die, na een eventuele aanpassing zoals bedoeld in artikel 6, in toepassing van artikel 5 het evaluatie-instrument op significante wijze verkeerd toepast, berekent de Dienst de financiële weerslag van de discordantie. Dit is het verschil tussen de tegemoetkoming die overeenstemt met de afhankelijkheidscategorie voor het onderzoek (F1) en het bedrag van de tegemoetkoming die overeenstemt met de afhankelijkheidscategorie na het onderzoek (F2). Hiervan wordt het totaal gemaakt voor alle onderzochte rechthebbenden.

a) als F1 kleiner is dan F2, worden de tegemoetkomingen die na het onderzoek aan de instelling verschuldigd zijn, gedurende een periode van 6 maanden met 5 % verminderd, als gebleken is dat die instelling op de dag waarop het nationaal of het lokaal college de beslissingen heeft genomen, niet over voldoende personeel beschikte om te beantwoorden aan de normen die zijn vastgesteld bij de ministeriële besluiten van 19 mei 1992 of van 5 april 1995, ten gevolge van de door het nationaal of het lokaal college genomen beslissingen;

b) als F1 groter is dan F2 met een percentage van 5 % of minder, worden na het onderzoek de aan de instelling verschuldigde tegemoetkomingen gedurende een periode van 6 maanden verminderd met dat percentage dat vermenigvuldigd wordt met 1,01.

c) als F1 groter is dan F2 met een percentage van 5 % of meer, worden na het onderzoek de aan de instelling verschuldigde tegemoetkomingen gedurende een periode van 6 maanden verminderd met dat percentage dat vermenigvuldigd wordt met 1,5.

Art. 8. De Dienst deelt het percentage van de eventuele vermindering van de verschuldigde tegemoetkomingen mee aan de verzekeringsinstellingen en de instelling. Deze vermindering van de tegemoetkomingen geldt voor alle rechthebbenden in de instelling. Zij gaat in op de eerste dag van het kalenderkwartaal dat volgt op de datum van kennisgeving en geldt voor een periode van 6 maanden.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de tweede maand na die waarin het is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 10. Onze Minister tot wiens bevoegdheid Sociale Zaken behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 4 april 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales et des Pensions,

F. VANDENBROUCKE

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken en Pensioenen,

F. VANDENBROUCKE